

Fonds mondial : bulletin d'information

Le Robert Carr Civil Society Networks Fund finance la mise en œuvre des ateliers du Fonds mondial en collaboration avec les membres du NSW ; ce bulletin est produit dans le cadre de ces financements. Trois bulletins supplémentaires seront produits cette année par le NSW et seront diffusés aux membres.

Ce premier bulletin concerne la 35e réunion du conseil d'administration du Fonds mondial qui se tiendra à Abidjan en Côte d'Ivoire, les 26 et 27 avril 2016.

Concernant les populations clés, les principales décisions que le conseil d'administration aura à prendre porteront sur :

- La stratégie du Fonds mondial pour 2017-2022.
- La méthodologie à adopter pour la répartition des financements pour 2017-2019.
- La politique d'éligibilité du Fonds mondial.
- La politique sur la durabilité, la transition et le cofinancement.

La stratégie proposée par le Fonds mondial est acceptable mais pourrait être améliorée. Elle insiste encore une fois sur les droits des populations clés et sur les inégalités de genre. La stratégie du Fonds mondial se concentre notamment sur la manière d'améliorer le travail du Fonds mondial en matière de droits humains.

La méthodologie de répartition des financements, qui sert à décider quels pays sont éligibles pour bénéficier des financements du Fonds mondial, est un sujet complexe. La proposition soumise à discussion n'offre que peu de financements aux pays à revenu moyen et la manière dont les pays sont classés en différents groupes — qui détermineront le montant des financements qu'ils recevront — reste floue. À moins que le CA n'adopte une nouvelle méthodologie de répartition des fonds, les pays à revenu moyen ne seront pas éligibles et seront punis pour avoir réussi à maintenir la prévalence des maladies dans leurs pays à un faible niveau. Les financements disponibles par le Fonds mondial sont limités ; cependant, la décision de donner de l'argent à tel ou tel pays revient aux donateurs qui ne veulent pas continuer à investir dans des pays à revenu moyen si la prévalence des maladies est faible.

La politique d'éligibilité est un autre sujet délicat. Le Fonds mondial continuera à travailler en se basant sur la classification de la Banque mondiale selon laquelle l'éligibilité des pays repose sur leur revenu national brut (RNB). Le RNB n'a jamais été un indicateur juste ou précis. Il n'y a aucune raison pour laquelle le Fonds mondial devrait continuer à utiliser cet indicateur. Le modèle mathématique n'est pas la meilleure approche à adopter pour trouver une solution aux problèmes humains.

Le CA doit aussi discuter d'un autre sujet difficile : la durabilité, la transition et le cofinancement. Une fois qu'un pays aura fait la transition et ne sera plus éligible pour recevoir les financements du Fonds mondial, il est très possible que les gouvernements arrêtent de financer les groupes communautaires et les populations clés. Le Fonds mondial semble penser que les gouvernements comprendront l'importance que jouent les populations clés et les communautés dans la lutte contre les maladies. Ce n'est malheureusement pas le cas et les populations clés sont rarement impliquées dans le développement et la mise en œuvre des programmes.

Pour plus d'information sur la position de chaque délégation non-gouvernementale sur ces sujets, veuillez contacter :

Délégation communautaire, référent de communication
rachel.ong@globalfundcommunitiesdelegation.org

Délégation des pays développés, référent de communication rammefuelle@aims-kampagne.de

Délégation des pays en voie de développement, référent de communication
rammefuelle@aims-kampagne.de